



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction aménagement des territoires
et transition écologique
*Transition écologique et connaissance territoriale
Autorité environnementale*

**Direction Générale
des Territoires et de la Mer**

Arrêté N° R03-2022-07-28-00001

Portant décision dans le cadre de l'examen au cas par cas du projet de construction et d'aménagement des parcelles AD19, AD191 et AD202 à Saint-Georges de l'Oyapock en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement.

**Le préfet de la région Guyane
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite**

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R.122-3 ;

VU la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements français, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et La Réunion ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée, notamment son article 4 ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment ses articles 39 et 45 ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret n° 2010-1582 modifié, du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements et régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre et Miquelon ;

VU le décret n° 2019-894 du 28 août 2019 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État en Guyane ;

VU le décret du 25 novembre 2020 portant nomination de M. Thierry QUEFFELEC, préfet, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

VU le décret du 15 septembre 2021 relatif à la nomination de M. Mathieu GATINEAU, sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général des services de l'État, responsable de la coordination des politiques publiques, auprès du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté n° R03-2020-05-14-004 du 14 mai 2020 portant organisation des services de l'État en Guyane ;

VU l'arrêté du 26 mai 2021 portant nomination de M. Fabrice PAYA, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, en qualité de directeur adjoint en charge de l'aménagement du territoire et de la transition écologique au sein de la direction générale des territoires et de la mer, auprès du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

VU l'arrêté du 15 juillet 2021 portant nomination de M. Ivan MARTIN, ingénieur en chef des ponts, des eaux et forêts, en qualité de directeur général des territoires et de la mer de Guyane ;

VU l'arrêté n° R03-2021-08-03-00009 du 03 août 2021 portant délégation de signature à M. Ivan MARTIN, Directeur Général des Territoires et de la Mer de Guyane ;

VU l'arrêté n° R03-2021-10-04-00001 du 4 octobre 2021 portant délégation de signature à M. Mathieu GATINEAU, secrétaire général des services de l'État ;

VU l'arrêté n° R03-2021-10-05-00001 du 5 octobre 2021, portant subdélégation de signature de M. Ivan MARTIN, Directeur Général des territoires et de la mer de Guyane à ses collaborateurs ;

VU la demande d'examen au cas par cas déposée par la SEMSAMAR Guyane relative au projet d'aménagement du quartier ADIMO sur la commune de Saint-Georges de l'Oyapock et déclarée complète le 8 juillet 2022 ;

Considérant que le projet a pour objectif la création de logements sur les parcelles cadastrées AD19, AD191 et AD202 afin de répondre à la demande en logements générée par la mise en service de la cité scolaire ;

Considérant que le projet prévoit la construction de voiries sur une longueur de 2345 m et de 100 logements composés de maisons individuelles, jumelées et groupées ;

Considérant que le projet prévoit la création de places de stationnement au nombre de 2 places par logement, 1 place pour 30 m² de commerces, et 1 place "visiteurs" pour 3 logements soit environ 240 places de stationnements au total ;

Considérant qu'une surface de 300 m² sera dédiée à l'installation de commerces ;

Considérant qu'un équipement sportif sera aménagé sur une surface de 3000 m² comprenant un stade, un parcours sportif et une aire de pique-nique ;

Considérant que la surface des parcelles concernées est d'environ 8,25 ha et que le projet nécessitera le déboisement de la totalité de cette surface ;

Considérant que les parcelles concernées par le projet sont identifiées en zone 1AUa et 2AU à vocation principale d'habitat au titre du PLU (Plan local d'urbanisme), en espaces urbanisés et espaces urbanisables au titre du SAR (Schéma d'aménagement régional) ;

Considérant que la surface à déboiser est constituée principalement d'une forêt secondaire et de friches arbustives et herbacées, et que le déboisement sera effectué de manière progressive pour réduire l'attractivité de la parcelle pour la faune ;

Considérant que les espaces verts aménagés permettront de maintenir des connexions écologiques vers les milieux naturels ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à réaliser les travaux en saison sèche, à prendre des mesures de gestion des eaux pluviales en phase de travaux et en phase d'exploitation, à utiliser des dalles engazonnées pour les places de stationnement, et à mettre en place des noues paysagères le long de certaines voies ;

Considérant que d'après les éléments du dossier et les mesures envisagées par le pétitionnaire, ce projet, ne semble pas susceptible d'entraîner des impacts négatifs sur l'environnement ;

Sur proposition du directeur général des territoires et de la mer de Guyane.

ARRÊTE :

Article 1^{er} - En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, la SEMSAMAR Guyane est exemptée de la réalisation d'une étude d'impact pour le projet de construction et d'aménagement des parcelles AD19, AD191 et AD202 de la commune de Saint-Georges de l'Oyapock.

Article 2 - La présente décision, prise en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet pourrait être soumis.

Article 3 - Le secrétaire général des services de l'État et le directeur général adjoint des territoires et de la mer de Guyane sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Guyane.

Cayenne, le **28 JUIL. 2022**

Pour le préfet,
Le Directeur général des territoires
et de la mer



Ivan MARTIN

Voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa publication :

* d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet de la Guyane. L'absence de réponse du Préfet au terme de ce délai de deux mois vaut rejet implicite.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant le rejet du recours administratif gracieux :

* d'un recours contentieux déposé auprès du greffe du tribunal administratif de Cayenne (7, rue Schoelcher – BP 5030 – 97 305 Cayenne Cedex).

Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.